

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Que de mépris !!! Tout d'abord envers tous ces jeunes scolarisé.es sous la menace de la suppression de quinze jours de cours à l'horizon 2024. Alors que le SNU n'a cessé depuis son lancement en 2019, de voir s'accumuler les scandales de maltraitance des jeunes et de mise en danger de leur santé, le gouvernement s'entête dans ce dispositif qui s'oppose en tous points à un système éducatif émancipateur pour les élèves. Ce SNU, sorte de dispositif de préparation des esprits à la militarisation en cours s'inscrit dans une mise au pas de la jeunesse avec une vision passéiste et patriotique de l'engagement aux antipodes de l'appropriation des notions de responsabilité et de solidarité.

Que de mépris envers les personnels les plus précaires du système éducatif, notamment les AESH qui œuvrent quotidiennement à l'inclusion malgré un traitement indigne. La reconnaissance de ce métier avec la création d'un statut de la Fonction Publique et une augmentation importante de leurs salaires permettant de faire face à l'inflation en cours, est la seule issue pour sortir ces collègues de la précarité. Mais ce n'est pas le choix qui est fait ! Au lieu de cela, le ministère prend tout son temps car les décrets d'application permettant la CDIisation des AESH au bout de trois ans d'ancienneté à compter du 1^{er} septembre demeurent en attente de publication. Le mépris à l'encontre des AESH ne s'arrête pas là puisque le ministère annonce la destruction du métier d'AESH et de l'accompagnement spécialisé d'ici 2027 tout en maintenant pour celles et ceux qui tiennent l'école debout des périmètres d'intervention encore plus étendus, des amplitudes de service encore plus élargies et bien entendu toujours dans une politique de « mutualisation » des moyens. Ces personnels sont bien plus que des pions et devraient être reconnu.es dans leurs missions.

Que de mépris envers l'ensemble des enseignant.es ! Alors qu'elle était promise et attendue depuis des années, la pseudo-revalorisation, appelée Socle, est un nouveau pied de nez à toute une profession. Trop faible pour avoir des effets sur les conditions de vie des personnels et sur l'attractivité des métiers, cette revalorisation salariale limitera tout au plus les effets de l'inflation. Mais le plus grand affront vient du Pacte qui n'est autre que l'avatar du « travailler plus pour gagner plus ». Conditionner la rémunération à de nouvelles missions, pour certaines sans formation, n'est qu'une façon d'économiser toujours plus de postes mais c'est surtout faire le choix des inégalités salariales entre hommes et femmes, entre personnels handicapés et personnels valides, entre personnels du 1^{er} et du 2nd degré, entre les personnels les plus précaires... Et puis le comble du mépris se manifeste dans l'enrôlement des collègues chargé.es de direction à qui il est commandité de faire, dans les plus brefs délais, les remontées des volontaires alors même que les décrets d'application sont toujours en court de rédaction !!!

Aussi, alors que les personnels arrivent au bout d'une année forte en terme d'engagement, et alors qu'il reste encore beaucoup à faire d'ici la fin de l'année : corriger les épreuves du brevet, s'assurer de l'orientation des élèves avec quelques inquiétudes pour certain.es, préparer la rentrée, avec la répartition des classes, se concerter sur les futurs projets, passer les commandes de fournitures scolaires ainsi que saisir les derniers LSU et rencontrer les familles, aujourd'hui, à quelques jours des vacances scolaires, dans cette phase d'ajustement, vous ordonnez dans l'urgence des remontées d'effectifs afin d'organiser des suppressions de classe. Nous n'avons jamais assisté jusqu'à présent, dans ce département à de telles pratiques, autoritaires et brutales ! Sans compter que certains collègues, seront les victimes de cette violence avec l'annonce de la fermeture de leur poste. Sans aucun recours et dans l'impossibilité d'émettre des vœux, ils ou elles seront dans la terrible attente d'une affectation avec l'espoir de ne pas être impacté.es dans leur quotidien déjà bien mis à mal par des conditions de travail déplorables !!!

Et pour finir, quel mépris, quel mépris de la part d'un président qui sans aucune concertation, ni avec les représentant.es du personnel, ni avec son ministre de l'éducation nationale, fait une multitude d'annonces et déclare que les nombreuses périodes de vacances accentuent les inégalités scolaires !!!

Ces annonces, ces choix sont le miroir du mépris institutionnel
envers l'ensemble de la communauté éducative du service public d'éducation.